

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté D3-2003 n° 5 0 8

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE  
DE PARCAY-LES-PINS**

*Périmètres de protection des points de prélèvement  
d'eau destinée à la consommation humaine  
autour des forages dits F1 et F2 "Les Moulins"  
sur la commune de Parçay-les-Pins  
au lieudit « Les Ganandières »*

**DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**ARRETE**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Officier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 1321.2 et L 1321.3 ;

Vu le code rural, article 113 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 214-1 et L. 215-13 ;

Vu le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception des eaux minérales naturelles ;

Vu la délibération du 15 novembre 2001 par laquelle le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Parçay les Pins et Breil a décidé la mise en place des périmètres de protection ;

Vu les avis favorables des services consultés ;

Vu les résultats de l'enquête publique,

Vu l'avis du commissaire-enquêteur du 24 janvier 2003 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 29 avril 2003 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE :**

**Art. 1 :** Sont instaurés et déclarés d'utilité publique au bénéfice du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Parçay les Pins et Breil les périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné définis à l'article 4 et dont l'emprise est figurée sur les plans annexés. Ces périmètres concernent les deux forages, F1 et F2 "Les Moulins", situés au lieu-dit "Les Ganandières" et distants de 5 m l'un de l'autre.

## **Art. 2 : Dispositions relatives à l'autorisation de prélèvement des eaux**

Le débit maximum de prélèvement au niveau du site des Moulins est de 30 m<sup>3</sup>/h. Toute modification entraînant une augmentation du débit de prélèvement devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Ce prélèvement est assuré par les ouvrages suivants :

Ouvrages	Débit d'exploitation m <sup>3</sup> /h	Profondeur	Coordonnées	
			X	Y
F1	24	54,5	435,38	273,29
F2	24	82	423,93	275,20

Le forage F1 sollicite les horizons sableux du cénomanien moyen et F2 exploite l'horizon graveleux du cénomanien inférieur. La nappe est captive au droit du site.

Le forage F1 est protégé par 5 m de marnes noires. La zone d'affleurement la plus proche est à 1 km à l'ouest.

Le forage F2 bénéficie de 6 m de recouvrement d'argile et la zone d'affleurement la plus proche est à 2 km à l'Est.

## **Art. 3 : Traitement préalable de l'eau avant distribution**

L'eau distribuée fait l'objet d'un traitement préalable de déferrisation, adoucissement sur résine et désinfection.

La capacité de l'unité de traitement est de 30 m<sup>3</sup>/h.

Les eaux de lavage de l'usine de traitement sont prétraitées avant rejet dans le milieu superficiel. Le rejet respecte les exigences suivantes :

- DCO < 125 mg/l
- MES < 35 mg/l

Les boues en excès sont évacuées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur les concernant.

Les matériaux en contact avec l'eau et les réactifs chimiques utilisés devront avoir fait l'objet d'un agrément préalable du Ministère de l'emploi et de la solidarité.

L'eau distribuée doit respecter les normes de qualité fixées pour les eaux d'alimentation par les textes pris en application du code de la santé.

La station est équipée d'un turbidimètre et d'un analyseur de chlore avertissant l'exploitant de toute défaillance du traitement.

Les équipements sont protégés par un dispositif anti-intrusion.

## **Art. 4 : Périmètres de protection**

### **A) PERIMETRE IMMEDIAT**

Un périmètre immédiat est institué autour de chacun des points d'eau. Celui-ci comprend la parcelle 2, section AE du plan cadastral de Parçay les Pins. Sa surface est de 2 305 m<sup>2</sup>.

Cette parcelle est acquise en pleine propriété du syndicat intercommunal.

Ce terrain est clôturé de façon efficace : la clôture actuelle est remplacée par un grillage haut de 2 m muni d'un portail fermant à clef de même hauteur.

Toutes activités ou stockages y sont interdits, à l'exception de ceux nécessaires pour l'entretien des terrains et des ouvrages d'exploitation.

Les terrains sont maintenus en état de propreté. Les périmètres sont boisés ou maintenus en prairie naturelle fauchée régulièrement. Les déchets d'exploitation (sables, canalisations) sont évacués en dehors du périmètre.

Aucun apport d'engrais ou de produits phytosanitaires ne sera admis dans l'enceinte du périmètre.

Il n'est procédé à aucun brûlage.

Les terrains à l'entrée du périmètre sont empierrés et imperméabilisés.

Concernant la station de traitement, celle-ci est aménagée de telle sorte qu'elle ne puisse être à l'origine d'une pollution accidentelle de la nappe.

Les réactifs (sels pour l'adoucissement, eau de javel, hydrocarbure du compresseur) sont mis en rétention dont l'étanchéité est assurée en permanence.

Les ouvrages de puisage devront être régulièrement entretenus et leur étanchéité vérifiée aussi souvent que nécessaire, tant au niveau de l'obturation des têtes de puits que des avant-puits et notamment au droit des passages de conduites de refoulement et câbles d'alimentation électrique.

Le périmètre est entouré de fossés qui sont régulièrement entretenus de façon à faciliter l'évacuation hors du périmètre des eaux de ruissellement. Compte tenu des risques d'accident de circulation sur la route D 142 au niveau du virage et de la proximité des forages par rapport au ruisseau de la Noraiserie, les fossés sont étanchéifiés : (les fossés nord et ouest sont étanchéifiés et les eaux qui coulent au fond du fossé sud de la D 142 et à l'est du périmètre sont canalisées vers le ruisseau).

### **B) PERIMETRE RAPPROCHE**

Celui-ci qui correspond à une superficie de 30 ha. Il est délimité par les parcelles cadastrées suivantes (plan en annexe) :

- ♦ **A l'Ouest** : parcelles n°304, 305, 287 à 283 de la section A2.
- ♦ **Au Sud** : parcelles n°13, 12, 8, 5, 223 de la section AE ; n°295 à 298 et 304 de la section A2.
- ♦ **A l'Est** : la voie communale n°115.
- ♦ **Au Nord** : parcelles n°283, 281 de la section A2, n°174, 175, 164 à 166, 169 à 172 de la section AC et le chemin rural n°11.

A l'intérieur de ce périmètre, les dispositions de la réglementation générale en vigueur sont strictement respectées (rappel de l'interdiction des puits perdus).

Il convient d'encourager le boisement ou la mise en prairie de l'ensemble de ce périmètre. De même, toutes mesures devront être prises pour éviter le déboisement et la remise en culture des prairies, sauf si les arbres abattus sont remplacés ou s'il y a affectation des terrains concernés à la prairie naturelle.

**De plus, certaines activités y seront interdites, à savoir :**

- La création et l'agrandissement de plans d'eau, puits ou forages, carrières, ouvertures d'excavations. Le remblaiement d'excavation sera soumis à l'avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

- Le comblement de puits existants autrement qu'avec des matériaux type sable de Loire et de l'argile sur environ 1,5 m en tête d'ouvrage.

- Tout dépôt d'ordures ménagères ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux par ruissellement ou infiltration. Les dépôts de fumier et de matières fermentescibles destinés à la fertilisation des sols et les silos de conservation des aliments pour animaux sont aménagés en rétention avec collecte des lixiviats et purins.

- La création de cimetières.

- L'épandage de boues de stations d'épuration ou produits assimilés. En particulier, les boues de la station d'épuration communale proche ne sont en aucun cas épandues dans le périmètre rapproché.

- Le stockage des produits phytosanitaires ou fertilisants minéraux hors de rétentions étanches.

- La manipulation ou la préparation de phytosanitaires hors des locaux prévus à cet effet.

- Toute nouvelle construction à l'exception de celles destinées au fonctionnement de la distribution d'eau et celles en extension ou en rénovation autour des habitations existantes.

- Le camping excepté le camping à la ferme, le stationnement de caravanes.

- La création de réservoirs d'hydrocarbures à l'exception des ouvrages d'alimentation individuelle qui devront être réalisés conformément à la réglementation qui leur est applicable. Ces derniers devront être aménagés dans des cuvettes de rétention.

**Les activités suivantes sont autorisées avec des réserves :**

- Le remplacement de puits ou forages existants est autorisé dans la mesure où le débit des nouveaux puits ou forages ne dépasse pas le débit des ouvrages abandonnés. Ces derniers devront être rebouchés par des matériaux neutres (sable, gravier, argile) avec un bouchon de ciment dans la partie supérieure.

- Tous les puits ou forages existants devront être efficacement protégés par une obturation étanche de la tête de puits surélevée d'au moins 0,50 m. Un bilan des ouvrages existants est réalisé en vue de leur remise en état le cas échéant. Ceux-ci devront être maintenus à distance de toute source de pollution potentielle. Trois puits ont été recensés.

- Obligation de raccordement des bâtiments existants au réseau d'assainissement collectif.  
Il est procédé à un contrôle de conformité des branchements.

- Stockage de produits chimiques :

Les cuves à fuel, engrais, phytosanitaires et tous produits susceptibles d'engendrer une pollution sont aménagés dans des rétentions.

Seront soumis à avis préalable :

- Les aménagements hydrauliques que ce soit en matière de drainage ou de recalibrage de collecte.
- Les changements d'affectation de bâtiments existants.
- La création ou la modification des voies de communication.
- L'installation de canalisations de transport de gaz, de produits chimiques ou d'eaux usées.
- La réalisation d'élevages porcins et avicoles de plein-air.

Dispositions particulières

- Outre les travaux exigés pour la collecte des eaux pluviales en bordure du périmètre immédiat, le long de la D 142, une signalisation incitant au ralentissement est mise en place.
- Le transport de matière dangereuse sur la CD 142 sauf desserte locale sera interdit.
- L'écoulement des eaux au niveau du ruisseau de la Noraiserie et du fossé longeant le périmètre immédiat est assuré en permanence et de manière à ce qu'elles ne s'écoulent pas dans le périmètre immédiat.

**C) PERIMETRE ELOIGNE**

Celui-ci couvre une surface de 115 ha, telle que localisée dans le plan joint en annexe.

A l'intérieur de celui-ci, les dispositions de la réglementation générale en vigueur sont strictement respectées et plus particulièrement toutes les activités susceptibles de fragiliser la protection naturelle de l'aquifère : plans d'eau, carrières, excavations, forages, puits, raccordement au tout à l'égout lorsqu'il existe, mise aux normes des assainissements non-collectifs en l'absence de réseau.

**Art. 5 : Dispositions préventives concernant la ressource et la distribution**

Afin de mieux gérer et prévenir les baisses de débit de la ressource, les captages sont équipés de systèmes automatisés de surveillance permettant de connaître les débits de pompage et l'évolution de la piézométrie de la ressource.

Afin de palier à toute défaillance du réseau existant, le syndicat dispose d'une alimentation en eau de secours à partir du réseau Est-Anjou (Vernantes - Vernueil - Courléon). Celle-ci doit cependant être renforcée ou à défaut complétée par une interconnexion avec le S. I. V. U. AEP de Noyant.

**Art. 6 : Délais de mise en œuvre des dispositions du présent arrêté**

Les différentes prescriptions sont effectives dans l'année qui suit la déclaration d'utilité publique sauf celle relative au renforcement de l'interconnexion pour lequel un délai de cinq ans est fixé.

Le SIAEP produira un état des réalisations.

**Art. 7** : Les agents de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales doivent avoir libre accès en permanence au champ captant.

**Art 8** : Le présent arrêté sera publié au *recueil des actes administratifs de la préfecture*.

**Art. 9** : Le secrétaire général de la préfecture, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des communes de Parçay les Pins et Breil, le maire de Parçay les Pins, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers le **07 JUIL 2003**

Pour ampliation  
l'agent administratif

  
Brigitte ANDRY

Pour Le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Jean-Jacques CARON

*La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes :*

- par le demandeur dans un délai de deux mois à compter de la notification,
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la dernière publicité (articles L. 214.10 et L. 514.6 du code de l'environnement).